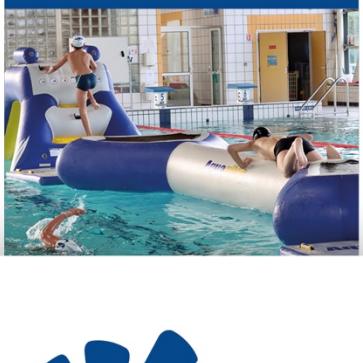
Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

RAPPORT d'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2026



VILLE DE
Nogent
sur-Oise

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

SOMMAIRE

1. RAPPEL RÉGLEMENTAIRE 3

2. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL 2026 4
2.1. Croissance et perspectives 4
2.2. Inflation et pouvoir d'achat 4
2.3. Commerce international et investissements 4
2.4. Politique monétaire 5
2.5. Risques majeurs 5

3. Contexte économique et financier européen 2026 6
3.1. Croissance et politique monétaire 6
3.2. Défis structurels 6
3.3. Budget et investissements 6

4. Contexte économique et financier français 2026 7
4.1. Croissance et finances publiques 7
4.2. Inflation et pouvoir d'achat 7
4.3. France : le climat de l'emploi se dégrade 9
4.4. France : budget 2026 : une route semée d'embûches 9

***5.* LA SITUATION DE LA VILLE DE NOGENT-SUR-OISE 10**
5.1. Les grandes orientations de la ville 10
5.2. Contexte financier local 11
5.3. Analyse provisoire du réalisé 2025 12
5.3.1. Le fonctionnement 12
5.3.1.1. Les dépenses de fonctionnement 12
*Estimation du résultat 2025 12
5.3.1.2. Les recettes de fonctionnement 13
5.3.1.3. Évolution de la capacité d'autofinancement 14
5.3.2. L'investissement en 2025 15
5.4. Analyse et prospective budgétaire : 2025-2026 16
5.4.1. Projection financière 2025-2026 16
5.4.1.1. Projection budget primitif 2026 (dépenses) 16
5.4.1.2. Projection budget primitif 2026 (recettes) 17
5.4.2. L'investissement prévu en 2026-2027 18
5.4.3. Projection financière - le fonctionnement 19
5.4.3.1. Les recettes de fonctionnement 19
5.4.3.2. Les dépenses de fonctionnement 20
5.4.3.3. Les soldes d'épargne 21
5.4.4. La structure de la dette 22
5.4.4.1. Synthèse de votre dette au 01/01/2026 22
5.4.5. Dette par nature 22
5.4.6. Dette par type de risque (avec dérivés) 23
5.4.7. Dette selon la charte de bonne conduite 23
5.4.8. Dette par prêteur 24
5.4.9. Dette par année 25
5.4.10. Les éléments relatifs au personnel 26
5.4.10.1. Évolution des effectifs 26
5.4.10.2. Nombre d'agents par catégorie 26
5.4.10.3. Nombre d'agents par filière 26
5.4.10.4. Nombre d'agents par temps de travail 26
5.4.10.5. Nombre d'agents par statut 27
5.4.10.6. Régime indemnitaire 27
5.4.10.7. Heures supplémentaires 27
5.4.10.8. Avantages en nature logement 28
5.4.10.9. Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) 28
5.4.10.10. Autres éléments 28

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

1. RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales institue et rend obligatoire la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires de la collectivité dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget primitif. Il permet à l'assemblée délibérante :

- *De discuter des orientations budgétaires qui préfigurent la construction du budget primitif ;*
- *De présenter la politique d'investissement ;*
- *D'informer sur la situation financière de la collectivité,*
- *De donner la possibilité aux élus de s'exprimer sur la stratégie financière de leur collectivité ;*
- *De communiquer sur les aspects budgétaires de la vie de la collectivité.*

Le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire (articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT) :

- *Pour les communes d'au moins 3 500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, les départements, ce rapport doit comporter :*
- *Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre ;*
- *La présentation des engagements pluriannuels ;*
- *Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette.*
- *Dans les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants, le rapport comporte également les informations relatives :*
- *À la structure des effectifs ;*
- *Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;*
- *À la durée effective du travail.*

Le Débat d'Orientation Budgétaire n'a aucun caractère décisionnel et ne donne pas lieu à un vote. Il fait néanmoins l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi. Un exemplaire doit être adressé au représentant de l'Etat, à l'ACSO et être publié sur le site internet de la Ville.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

2. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL 2026

2.1. Croissance et perspectives

Ralentissement confirmé : La croissance mondiale est attendue à 2,8 % en 2026, en dessous de la moyenne d'avant-pandémie (3,2 %). Ce ralentissement s'explique par la persistance des tensions commerciales, la hausse des barrières tarifaires, et un investissement public et privé en retrait.

Résilience relative : Malgré un environnement difficile, l'économie mondiale évite une récession grâce à la résilience des services, à la baisse progressive de l'inflation et à l'assouplissement monétaire dans plusieurs grandes économies.

Pour les deux prochaines années, les institutions bancaires prévoient une croissance mondiale en léger ralentissement, à 2,8 % en 2026, après 2.9 % en 2025 et 3,0 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine.

Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé. En zone euro, la croissance est attendue à 1,3 % cette année et serait quasi inchangée en 2026 (1,2 %), même si celle-ci ferait face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro (1,4 % en 2025 et 1,2 % en 2026). En Chine, l'activité resterait autour de 5 % (5 % en 2025 et 4,8 % en 2026), malgré les droits de douanes US.

2.2. Inflation et pouvoir d'achat

Baisse de l'inflation : L'inflation mondiale devrait reculer à 3,1 % en 2026, mais les prix de l'énergie, de l'alimentation et du logement restent élevés, pesant sur le pouvoir d'achat des ménages, surtout dans les pays en développement.

Pressions persistantes : Les chaînes d'approvisionnement restent fragiles, et les coûts logistiques élevés limitent la baisse des prix pour les consommateurs.

2.3. Commerce international et investissements

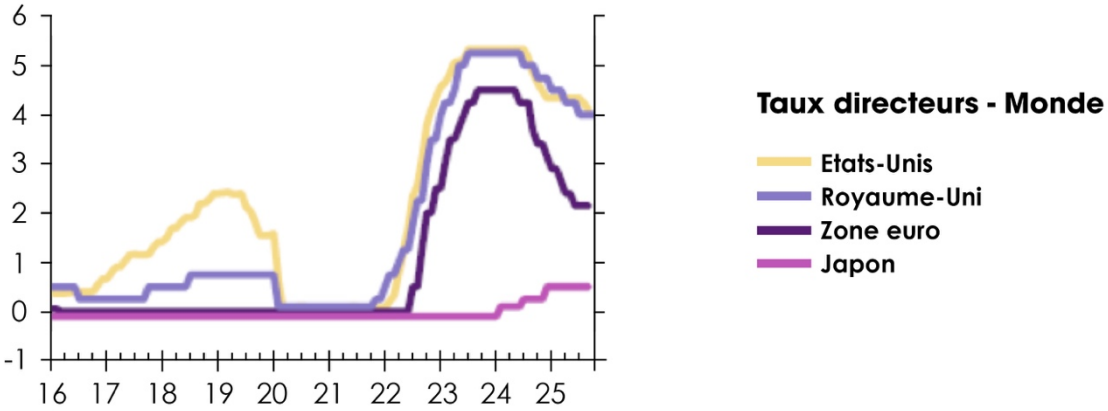
Ralentissement du commerce : Après une croissance inattendue en 2025, le commerce mondial devrait ralentir en 2026, en raison de la persistance des tensions géopolitiques et de la montée des barrières tarifaires, notamment entre les États-Unis et la Chine.

Investissements en berne : Les investissements directs étrangers (IDE) restent modérés, surtout dans les économies émergentes, en raison de l'incertitude politique et des risques financiers accrus.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

2.4. Politique monétaire

Coté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %. La BCE considère qu'elle est « bien positionnée » pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2 %. La Banque d'Angleterre continuerait son cycle de baisse de taux mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux États-Unis, la Fed a commencé son cycle de baisses de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3 % (borne haute des taux Fed Funds) sur fond de ralentissement du marché du travail et malgré des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la Banque du Japon augmenterait une dernière fois ses taux en décembre 2025, à 0,75 %.



2.5. Risques majeurs

Géopolitique : Les tensions entre grandes puissances (États-Unis/Chine, Russie/UE) et les conflits régionaux (Moyen-Orient, Ukraine) pèsent sur la confiance des investisseurs.

Dette publique : Le niveau élevé de la dette dans de nombreux pays limite leur capacité à stimuler l'économie en cas de nouveau choc.

Technologie et IA : L'engouement pour l'intelligence artificielle pourrait créer des bulles spéculatives si les gains de productivité ne se concrétisent pas rapidement.

Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient demeurent élevées. A l'inverse, une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs à nos attentes.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

3. Contexte économique et financier européen 2026

Zone Euro : une croissance en ordre dispersé

3.1. Croissance et politique monétaire

La croissance en zone euro s'établirait à 1,2 % en 2026 après 1,3 % en 2025 et 0,8 % en 2024. Une partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douanes US, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les États-Unis au 1er semestre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie. L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

L'inflation est restée en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE en 2025, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement en 2026 à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz.

L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

3.2. Défis structurels

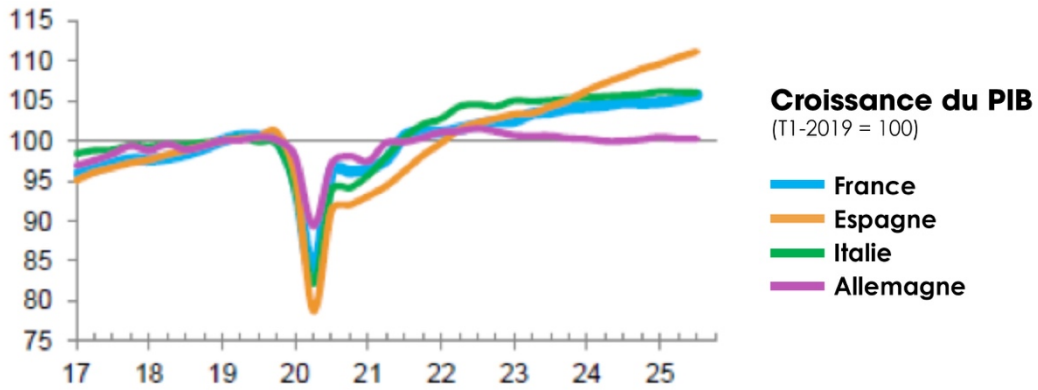
Compétitivité : L'Europe souffre de coûts énergétiques élevés (trois fois supérieurs à ceux des États-Unis), d'une réglementation complexe et de chaînes d'approvisionnement vulnérables, surtout dans l'industrie.

Transition énergétique : Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) entre en vigueur en 2026, ce qui représente un défi logistique et financier majeur pour les entreprises européennes, mais aussi une opportunité pour accélérer la décarbonation.

3.3. Budget et investissements

Budget UE 2026 : Le budget de l'UE est fixé à 193,26 milliards d'euros, avec un accent sur la compétitivité, la défense, la transition énergétique et la résilience hydrique. Les fonds de cohésion et le plan NextGenerationEU continuent de soutenir les États membres, mais l'incertitude politique et les restrictions budgétaires pèsent sur l'investissement public et privé.

Investissements ciblés : Les secteurs de l'innovation, de la transition écologique et de la défense bénéficient de financements accrus, mais les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles limitent leur impact.



Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

4. Contexte économique et financier français 2026

France : l'activité résiste à l'incertitude politique

4.1. Croissance et finances publiques

Croissance : **les prévisions anticipent une croissance de 0,9 % en 2026.**

Croissance atone : La France devrait croître de 1 % en 2026, un rythme inférieur à la moyenne historique. Cette croissance sera principalement tirée par la demande intérieure (consommation des ménages, investissement privé), dans un contexte de dissipation progressive des incertitudes politiques et sociales.

Déficit et dette : Le déficit public devrait s'établir à 5 % du PIB (contre 5,4 % en 2025), mais la dette publique continuera d'augmenter pour atteindre près de 119 % du PIB. La trajectoire de réduction du déficit est surveillée de près par la Commission européenne et les marchés financiers.

Prévisions

	Croissance du PIB (%)			Inflation (%)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Zone Euro	**0,8**	**1,3**	**1,2**	**2,4**	**2,1**	**1,7**
Allemagne	-0,5	0,3	1,3	2,5	2,2	2,3
France	1,1	0,9	1,0	2,3	1,0	1,3
Italie	0,5	0,5	1,0	1,1	1,7	1,3
Espagne	3,5	2,9	2,1	2,9	2,6	1,7

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3ème trimestre 2025 (+0,5 % T/T) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres.

L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

4.2. Inflation et pouvoir d'achat

Inflation : Les prévisions sont de 1,7 % en 2026, après 1.0 % en 2025 et 2,3 % en 2024.

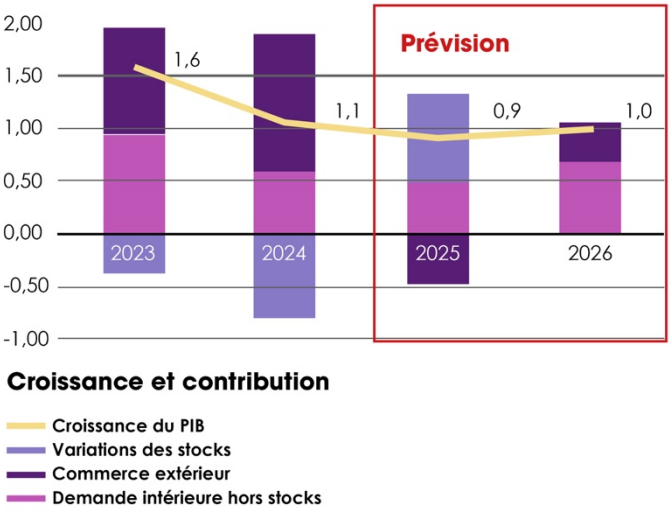
Inflation maîtrisée : L'inflation devrait se stabiliser à 1,7 % en 2026, mais le pouvoir d'achat des ménages reste sous pression en raison de la faible progression des prestations sociales et des revenus du patrimoine. Le gel des prestations sociales et la remontée modérée de l'inflation limitent la consommation.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

Consommation en légère hausse : La consommation des ménages devrait progresser de 0,9 % en 2026, soutenue par une légère amélioration du marché du travail et la baisse des taux d'intérêt.

Prévisions

	2024	2025	2026
PIB (MA, %)	1,1	0,9	1,0
Consommation privée (MA, %)	1,0	0,4	0,6
Consommation publique (MA, %)	1,4	1,4	1,0
FBCF (MA, %)	-1,3	-0,2	0,6
Exportations (MA, %)	2,4	0,9	2,8
Importations (MA, %)	-1,3	2,2	1,7
Demande intérieure (contrib., pp)	0,6	0,5	0,7
Commerce extérieure (contrib., pp)	*1,3*	*-0,5*	*0,4*
Varation des stocks (contrib., pp)	*-0,8*	*0,8*	*0,0*
Inflation IPCH (%)	2,3	1,0	1,3
hors énergie et alim. non-transf. (%)	*2,4*	*1,6*	*1,4*



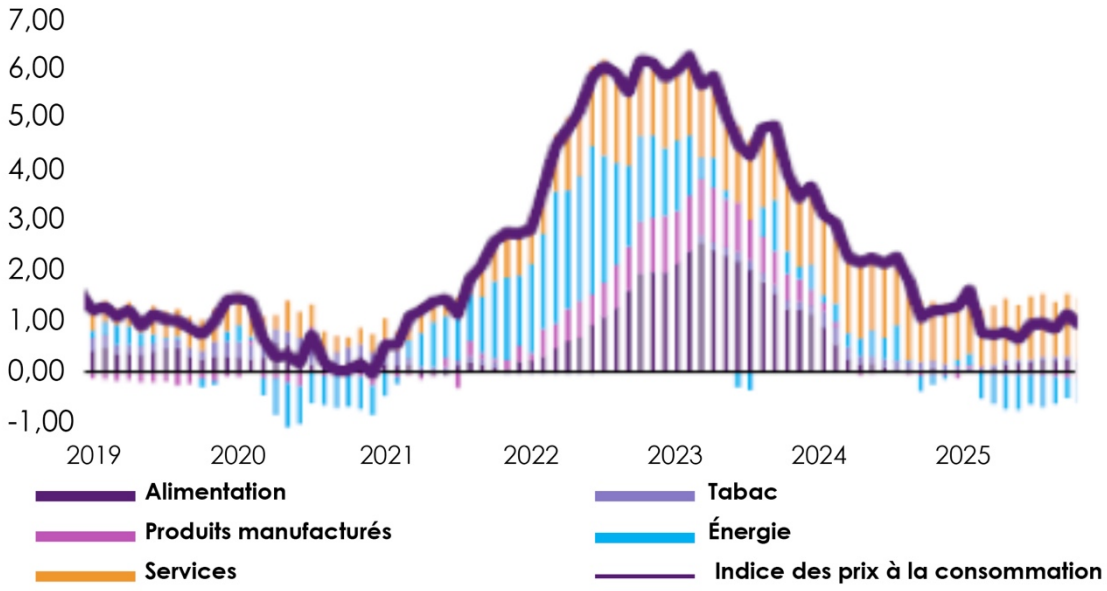
L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025.

L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par :

La baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro,
La modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

Inflation (IPC) et composantes

(IPC : Indice des Prix à la Consommation)



Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

4.3. France : le climat de l'emploi se dégrade

Marché du travail et réformes

Chômage stable : Le taux de chômage devrait rester autour de 6,2 % en 2026, avec une légère baisse attendue en 2027. L'immigration hors UE joue un rôle croissant pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans certains secteurs.

Réformes en suspens : Les réformes des retraites, de l'assurance-chômage et de la fiscalité locale restent des sujets de tension politique, limitant la capacité du gouvernement à engager des réformes structurelles ambitieuses.

Coup de frein sur l'emploi

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié privé a diminué de 0,3 % après +0,2 % au trimestre précédent (-60 600 emplois après +43 400 emplois). Au cours du trimestre, les contrats d'alternance ont représenté environ les deux tiers de la baisse de l'emploi salarié privé.

Sur un an, l'emploi salarié privé a baissé de 0,5 % par rapport à l'année précédente (-112 100 emplois) ; il s'agit du 4ème trimestre consécutif de baisse d'une année sur l'autre après près de quatre ans d'augmentation (les emplois privés restent 1 million au-dessus de leur niveau du quatrième trimestre 2019).

Ralentissement des salaires

Les salaires horaires (secteur marchand non agricole) ont augmenté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent après +0,1 % au premier trimestre, en raison d'une légère augmentation de la prime de partage de la valeur.
En glissement annuel, les salaires horaires ont légèrement ralenti à 2 %, après 2,5 % au 1er trimestre.

Taux de chômage attendu en légère hausse

Le taux de chômage (BIT) est resté stable au 2e trimestre 2025 à 7,5 %. Il augmenterait légèrement en 2026, à 7,6 %, la croissance du PIB étant attendue sous son potentiel l'an prochain dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes.

4.4. France : budget 2026 : une route semée d'embûches

Risques et opportunités

Soutenabilité de la dette : La question de la soutenabilité de la dette française sera centrale en 2026, avec une surveillance accrue des marchés financiers et de la Commission européenne.

Transition écologique : Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et les plans de décarbonation offrent des opportunités pour les entreprises innovantes, mais représentent un défi pour les secteurs industriels traditionnels.

Le projet de loi de finances 2026 est examiné actuellement à l'Assemblée nationale.
Il faut s'attendre à une réduction des dotations pour les collectivités.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5. LA SITUATION DE LA VILLE DE NOGENT-SUR-OISE

5.1. Les grandes orientations de la ville

Le projet de budget 2026 repose sur une anticipation rigoureuse des dépenses nouvelles, dont certaines sont structurelles et indépendantes de l'action municipale (ex. : évolution de la masse salariale, revalorisation des cotisations sociales). Il s'inscrit dans une logique de consolidation et d'amplification des politiques éducatives, culturelles, scientifiques et écologiques initiées depuis 2020. Voici les grandes orientations :

Éducation et périscolaire

- Diversification des activités périscolaires enrichies pour stimuler l'engagement des enfants dans un cadre ludique et éducatif.
- Renforcement du soutien scolaire avec le recrutement de professionnels qualifiés pour accompagner davantage d'élèves en difficulté.
- Extension du programme « Université des enfants » avec des outils pédagogiques innovants comme « la boîte à mots ».
- Harmonisation des dispositifs de classes de découvertes pour garantir l'équité entre les établissements scolaires du territoire.

Sciences et technologies

- Déploiement du programme MASTE, avec des ateliers interactifs animés par des experts en sciences et en numérique.
- Mise en place de modules de modélisation scientifique autour du graphisme, de la biotechnologie et de l'étude des écosystèmes urbains.
- Création d'ateliers intergénérationnels parents-enfants pour renforcer les liens familiaux autour de la découverte scientifique.

Mémoire et environnement

- Valorisation des activités de plein air (visites à la ferme, ateliers équestres) intégrant une dimension mémorielle autour des événements historiques locaux.
- Partenariat renforcé avec les associations d'anciens combattants pour des parcours pédagogiques libres ou guidés autour de la mémoire collective.

Culture

- Développement de la médiation culturelle en lien avec les structures artistiques locales (ex. : Foliescréatives), avec des ateliers dédiés à la jeunesse.
- Accessibilité accrue à la culture via l'élargissement des horaires de la médiathèque, la modernisation de l'offre numérique et la mise en place d'un nouveau programme culturel annuel.
- Célébration des langues et cultures du monde à travers des événements commémoratifs (anniversaires d'indépendance, journées thématiques).

Alimentation et cadre de vie

- Amélioration continue de la restauration scolaire avec un accent sur la qualité nutritionnelle et l'approvisionnement local.
- Intégration systématique de critères écologiques dans les projets de rénovation et de réaménagement des bâtiments publics.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.2. Contexte financier local

Afin de préserver sa capacité d'action et son autonomie financière, la municipalité poursuivra une gestion rigoureuse, ambitieuse et exigeante. Cette ligne de conduite vise à consolider une politique d'investissement durable, à poursuivre la réhabilitation du patrimoine communal, à renforcer l'exemplarité environnementale et à améliorer en permanence la qualité de l'accueil et du service rendu aux usagers.

Pour garantir une trajectoire financière saine et responsable, le budget devra permettre de :

- dégager une capacité d'autofinancement suffisante ;
- réduire le ratio d'endettement ;
- maîtriser et stabiliser les dépenses de fonctionnement ;
- contenir l'évolution de la masse salariale.

Cette stratégie s'appuie sur plusieurs leviers structurants :

- un service dédié à la qualité, à la performance et à l'innovation, ainsi que d'un service de contrôle de gestion ;
- une évaluation systématique des actions et des dépenses, afin d'en mesurer l'efficience et la pertinence au regard des besoins et des évolutions de la commune ;
- l'évolution vers des modes de gestion plus qualitatifs, pouvant conduire, de manière pragmatique et sans dogmatisme, à de nouveaux choix d'organisation ;
- un dialogue constant avec les partenaires, pour prendre en compte leurs besoins d'accompagnement tout en partageant les contraintes budgétaires ;
- la poursuite de la modernisation du fonctionnement des services (simplification des procédures, dématérialisation, mutualisation) ;
- le développement et la diversification de l'ensemble des recettes et financements mobilisables ;
- la mobilisation de tous les services municipaux autour des objectifs fixés.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.3. Analyse provisoire du réalisé 2025

5.3.1. Le fonctionnement

5.3.1.1. Les dépenses de fonctionnement

BASES (CA en k€)	2023	2024	2025*
Charges à caractère général (011)	**4 749**	**5 248**	**5 147**
Variation		10,5%	-1,20%
Charges de personnel (012)	**18 928**	**18 892**	**19 261**
Variation		- 0,19%	1,95%
Autres charges de gestion courante (65)	**2 654**	**3 397**	**3 497**
Variation		27,9%	2,94%
Dont subvention aux associations	696	822	1067
Dont subvention CMS	126	52	18
Dont SICGENC	690	685	630
Dont CCAS	545	495	420
Dont DSP Petite Enfance		900	960
Charges fct courants strictes	**26 333**	**27 537**	**27 905**
Variation		4,57%	1,34%
Charges financières 66	549	518	534
Charges exceptionnelles larges 67	117	160	130
TOTAL Dépenses réelles fonctionnement	**26 999**	**28 221**	**28 569**
Variation		4,5%	1,23%

Estimation du résultat 2025

Les dépenses réelles de fonctionnement pour 2025 sont estimées à 28,57 M€ soit une augmentation de 1,23%.

Cette hausse est surtout liée à l'augmentation des charges de personnels (GVT, CNRACL).

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.3.1.2. Les recettes de fonctionnement

BASES (CA en k€)	2023	2024	2025*
Produits des services (70)	**1 505**	**1 447**	**1 520**
Dont Mise à disposition de personnel (70841)	472	417	384
Dont Produits des services	1 033	1 030	1 136
Impôts et taxes divers (autres 73)	**16 212**	**16 099**	**16 204**
Dont contributions directes 73111 + 7318	10 391	10 356	10 555
Dotations et participations (74)	**11 516**	**11 528**	**11 244**
DGF*	9 113	9 370	9 780
Fonds de péréquation	586	567	569
Compensations fiscales	682	677	654
Autres	1135	914	241
Produits de gestion (75)	**1 185**	**1 065**	**864**
Total produits Fct courant	**30 418**	**30 139**	**29 832**
Atténuations de charges (013)	384	858	686
Produits exceptionnels larges	281	966	1 166
Total produits fonctionnement hors intérêts	**31 083**	**31 963**	**31 684**
Variation		2,83%	- 0,87%

Les recettes reposent majoritairement sur les impôts et taxes et les dotations et participations de l'État.

Il faut rester vigilant sur les décisions gouvernementales 2026.

*y compris la DSU

BASES (CA en k€)	2023	2024	2025*
DSU	**5 608**	**5 892**	**6 190**

L'augmentation de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est essentiellement due à l'augmentation de la dotation de Solidarité Urbaine (DSU).

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.3.1.3. Évolution de la capacité d'autofinancement

BASES (k€)	2023	2024	2025*
Produits de fonctionnement courant	30 805	31 010	30 650
- Charges de fonctionnement courant	26 371	27 539	27 906
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	**4 434**	**3 537**	**2 744**
+ Solde exceptionnel large	-109	-131	-98
= produits exceptionnels larges*	2	35	33
- Charges exceptionnelles larges*	111	166	130
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**4 324**	**3 339**	**2 646**
-Intérêts	554	518	534
= EPARGNE BRUTE (EB)	**3 771**	**2 882**	**2 113**
-Capital	2 037	2 021	1 986
= EPARGNE NETTE (EN)	**1 733**	**960**	**127**

** Y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotation et reprises)*

L'année 2025 montre une capacité d'autofinancement brute de la ville de Nogent-sur Oise, **supérieur à 2 millions d'euros**.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.3.2. L'investissement en 2025

Le montant des investissements en 2025 s'élève à plus de 3 300 000 €.

Acquisitions foncières et immobilières

Opération	Montant	Objectif
Achat Marais Monroy	308 794 €	Biodiversité
Achat rue Berthelot	260 000 €	Création d'un parking en centre-ville
Bien immobilier - Av. du 8 Mai 1945	251 500 €	Relogement quartier des Rochers
Achats Pôle Emploi	498 600 €	Réflexion réhabilitation groupes scolaires

Sous-total acquisitions : 1 318 894 €

Aménagements et travaux

Poste	Montant
Voirie	1 208 510 €
Aire de jeux	99 000 €
Travaux Médiathèque	**79 271 €**
- Étanchéité et sol	67 271 €
- Menuiserie & mobilier	12 000 €

Sous-total travaux/aménagements : 1 386 781 €

Études et ingénierie

Poste	Montant
Études - Av. 8 Mai & groupes scolaires	62 000 €
Étude géotechnique	54 000 €

Sous-total études : 116 000 €

Équipements

Poste	Montant
Licences & matériel informatique	102 000 €

Autres

Poste	Montant
Divers / imprévus / autres opérations	400 000 €

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4. Analyse et prospective budgétaire : 2025-2026

Comme évoqué lors des derniers débats d'orientation budgétaire, un outil de pilotage est proposé sur les perspectives financières de la ville, tant sur son investissement que sur son fonctionnement. Il est toutefois utile de préciser que cet outil est soumis d'une part à de nombreux aléas, d'autre part fait l'objet d'un suivi régulier. Il est donc progressivement affiné pour faire correspondre projection et réalité. Il ne s'agit donc pas de la réalité financière, seuls les comptes administratifs annuels peuvent s'en prévaloir.

5.4.1. Projection financière 2025-2026

La projection financière 2025-2026 s'inscrit dans un contexte de fin de mandat marqué par les échéances municipales, qui imposent à la collectivité de conjuguer continuité du service public, soutenabilité budgétaire et préservation des équilibres financiers pour les exercices à venir.

Des ajustements pourront être opérés à l'issue du renouvellement du conseil municipal.

Une situation financière de la ville à l'horizon 2026 est proposée, comme toutes prospectives, cette dernière s'appuie sur les résultats passés et sur des hypothèses à venir. Une prospective reste un exercice indispensable mais les résultats doivent être interprétés avec prudence.
C'est pour cela qu'il convient de retenir uniquement les grandes masses.
De plus, le contexte national et international va impacter la réalisation des budgets des collectivités.

5.4.1.1. Projection budget primitif 2026 (dépenses)

BASES (BP en k€)	BP 2025	BP 2026
Charges à caractère général (011)	**5 900**	**5 800**
Charges de personnel (012)	**19 350**	**19 700**
Autres charges de gestion courante (65)	**3 895**	**3 950**
Dont subvention aux associations	900	1 000
Dont subvention CMS	70	50
Dont SICGENC + EANV	800	800
Dont CCAS	420	500
D.S.P. petit enfance	1 100	1 000
Autres	605	600
Charges fct courantes strictes	**29 145**	**29 450**
Charges financières 66	585	550
Charges exceptionnelles larges 67	25	25
TOTAL Dépenses réelles fonctionnement	**29 755**	**30 025**
Variation		0,90 %

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.1.2. Projection budget primitif 2026 (recettes)

BASES (BP en k€)	BP 2025	BP 2026
Produits des services (70)	**1 520**	**1 550**
Dont Mise à disposition de personnel (70841)	500	400
Dont Produits des services	1 020	1 150
Impôts et taxes divers (autres 73)	**16 300**	**16 000**
Dotations et participations (74)	**11 400**	**11 500**
DGF	9 700	9 800
Fonds de péréquation	580	600
Compensations fiscales	700	650
Autres	420	450
Produits de gestion (75)	**800**	**850**
Produits. Fct courant stricts	**30 020**	**29 900**
Atténuations de charges (013)	700	700
Produits exceptionnels larges	50	50
Total produits fonctionnement	**30 770**	**30 650**
Variation		**-0,39%**

Le budget primitif de l'année 2026 est quasiment identique à celui de l'année 2025.

Il pourra être modifié en fonction des décisions gouvernementales.

Pour rappel, il est important de dégager un résultat positif pour financer les investissements.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.2. L'investissement prévu en 2026-2027

	Projets des investissements (en k€)	
	2026	**2027**
Patrimoine	2 000	3 000
Transition énergétique, éclairage public	100	100
Espace de jeux et équipements sportifs	200	200
Rénovation bâtiments	1 000	1 000
Véhicules	100	100
Transition numérique	100	100
Voirie	1 200	1 200
Investissement diffus	400	400
TOTAL	**5 100**	**6 100**

L'investissement prévu en 2026-2027

- Voirie
- Étude et prospective « Groupe Scolaire »
- Aménagement quartier de l'Obier
- Équipements d'écrans interactifs
- Création aire de jeux et réhabilitation des allées du parc Hébert
- Rénovation thermique du groupe scolaire Paul Bert
- Rénovation des bâtiments municipaux
- Parc automobile

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.3. Projection financière - le fonctionnement

5.4.3.1. Les recettes de fonctionnement

Diminution des taux pour la fiscalité 2026.

Taux	2023	2024	2025	2026
Taxe d'habitation	15,45%	15,06%	15,06%	14,83%
Foncier bâti	56,19%	54,78%	54,78%	53,95%
Foncier non bâti	57,07%	55,64%	55,64%	54,80%

k€	2025	2026	2027
Produits fonctionnement courant stricts	**29 964**	**30 008**	**30 000**
Impôts et taxes	**4 904**	**4 906**	**4 906**
Dotation communautaire reçue	4 266	4 266	4 266
Dotation de solidarité communautaire	69	70	70
Attribution FPIC	569	570	570
Fiscalité locale	**11 431**	**11 297**	**11 290**
Contributions directes	10 562	10 400	10 400
Taxe sur l'électricité	370	370	370
Taxe locale sur la publicité extérieure	150	150	150
Taxe additionnelle DMTO	322	350	350
Taxe sur les déchets stockés	27	27	20
Dotations et participations	**11 244**	**11 505**	**11 504**
DGF	9 780	9 900	9 900
Compensations fiscales	654	700	700
FCTVA fonctionnement	5	5	4
Fonds de péréquation divers	500	500	500
Solde participations diverses	305	400	400
Autres produits fonctionnement courant	**2 384**	**2 300**	**2 300**
Produits des services	1 520	1 500	1 500
Produits de gestion	864	800	800
+ Atténuations de charges	**680**	**700**	**700**
Produits fonctionnement courant	**30 650**	**30 708**	**30 700**
Produits exceptionnels larges *	33	32	30
Produits de fonctionnement	**30 683**	**30 740**	**30 730**

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.3.2. Les dépenses de fonctionnement

Montant des charges de fonctionnement

k€	2025	2026	2027
Charges fonctionnement courant strictes	**27 906**	**28 300**	**28 500**
Charges à caractère général	5 147	5 200	5 300
Charges de personnel	19 261	19 600	19 700
Autres charges de gestion courante	3 497	3 500	3 500
Charges fonctionnement courant	**27 906**	**28 300**	**28 500**
Charges exceptionnelles larges *	130	130	100
Charges fonctionnement hors intérêts	**28 036**	**28 430**	**28 600**
Intérêts	534	400	400
Charges de fonctionnement	**28 570**	**28 830**	**29 000**

L'objectif reste une maîtrise des dépenses de fonctionnement (achat de fournitures, entretien, énergie, loyers, …) pour l'année 2026, tout en garantissant un service public de qualité.

Nos pistes d'amélioration :

- Regrouper nos commandes.
- Négocier les contrats.
- Sensibiliser les agents aux économies.
- Vérifier l'adéquation entre les besoins réels et les services souscrits.
- Mise en place d'indicateurs de performance.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.3.3. Les soldes d'épargne

Chaîne de l'épargne

k€	2025	2026	2027
Produits de fct. courant	30 650	30 708	30 700
- Charges de fct. courant	27 906	28 300	28 500
= EXCEDENT BRUT COURANT	**2 744**	**2 408**	**2 200**
+ Solde exceptionnel large	- 98	- 100	- 100
= Produits exceptionnels larges*	33	30	30
- Charges exceptionnelles larges*	130	130	130
= EPARGNE DE GESTION	**2 646**	**2 308**	**2 100**
- Intérêts	534	400	300
= EPARGNE BRUTE	**2 113**	**1 908**	**1 800**
- Capital	1 986	1 750	1 797
En cours de dette	16 964	15 000	14 000
= EPARGNE NETTE	**127**	**158**	**3**
= CAPACITE DE DESENDETTEMENT (EN ANNEES)	**8**	**8**	**7,7**

Le solde d'épargne brut sera supérieur à 2 M € en 2025.

Cela devrait permettre d'investir environ 20 millions d'euros (hors subventions) sur la prochaine mandature.

La capacité de désendettement sera inférieure à **10 ans** dans les 3 prochaines années.

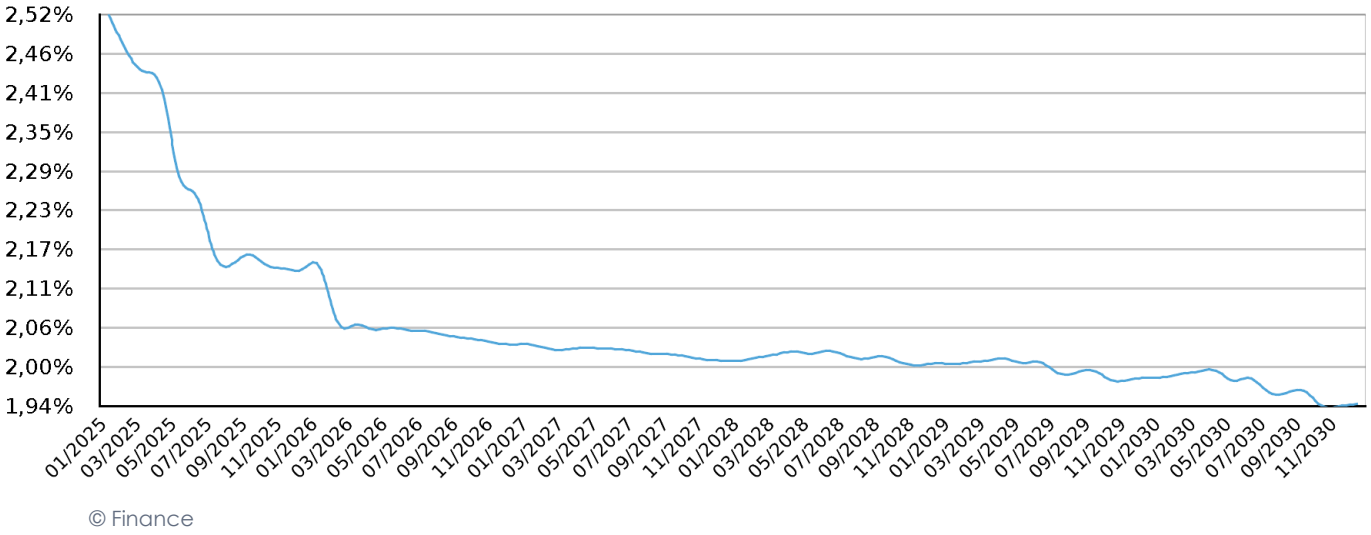
Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.4. La structure de la dette

5.4.4.1. Synthèse de votre dette au 01/01/2026

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
16 964 149.29 €	2,15 %	12 ans et 6 mois	6 ans et 8 mois	37

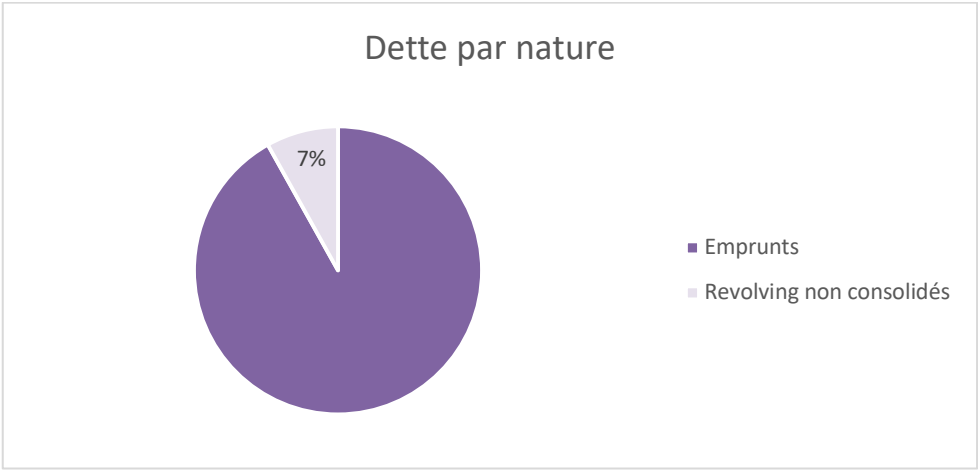
Evolution annuelle du taux moyen (en %)



© Finance

5.4.5. Dette par nature

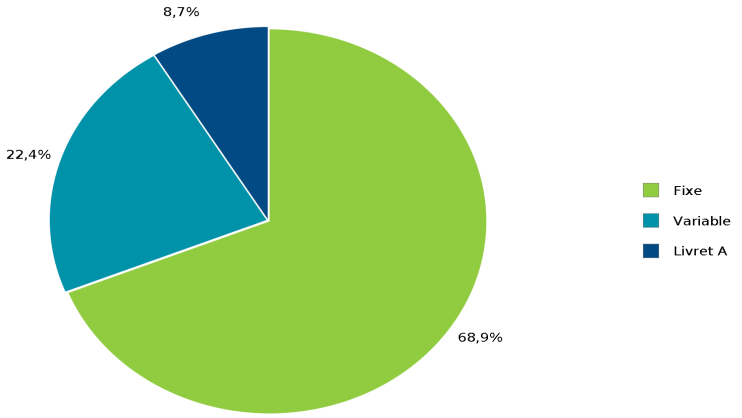
	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Emprunts	34	15 777 529,29 €	2,07 %
Revolving non consolidés		1 186 620,00 €	3,15 %
Revolving non consolidés	3	0,00 €	0,00 %
Dette	**37**	**16 964 149,29 €**	**2,15 %**
Revolving disponibles		0,00 €	
Dette + disponible		**16 964 149.29 €**	



Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

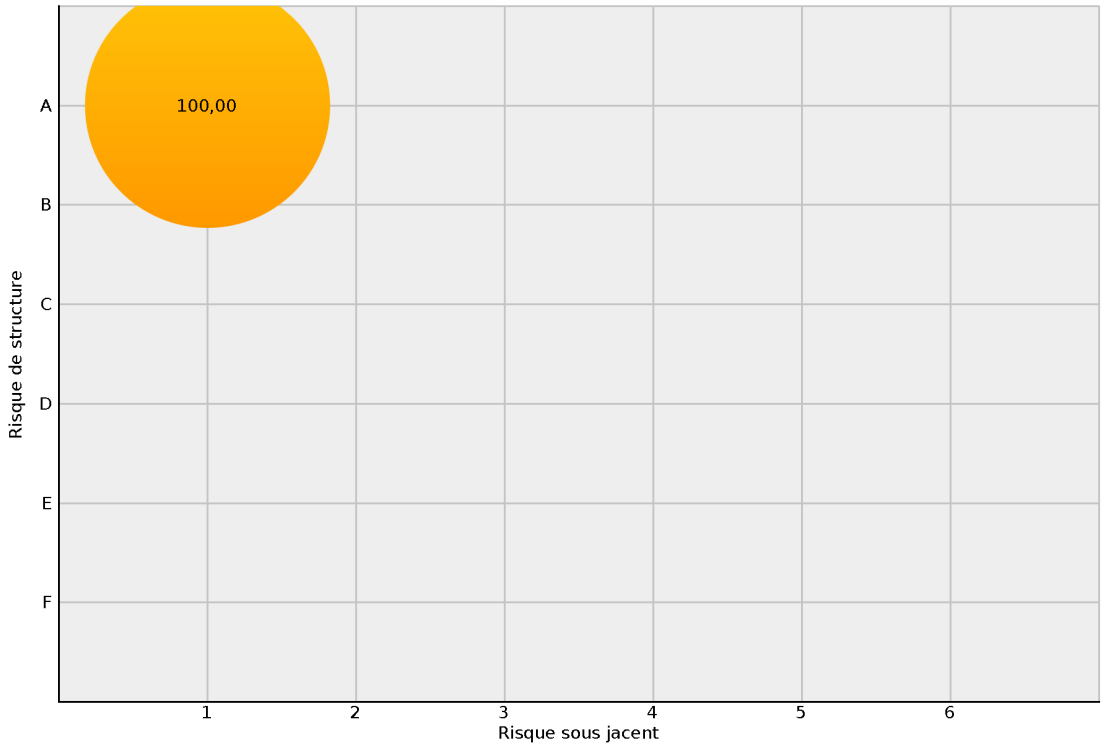
5.4.6. Dette par type de risque (avec dérivés)

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	11 692 861.46 €	68,93 %	1,77 %
Variable couvert	3 792 161.72 €	22,35 %	2,92 %
Variable	1 479 126.11 €	8,72 %	3,10 %
Livret A	16 964 149.29 €	100,00 %	2,15 %
Barrière	11 692 861.46 €	68,93 %	1,77 %
Ensemble des risques	3 792 161.72 €	22,35 %	2,92 %



5.4.7. Dette selon la charte de bonne conduite

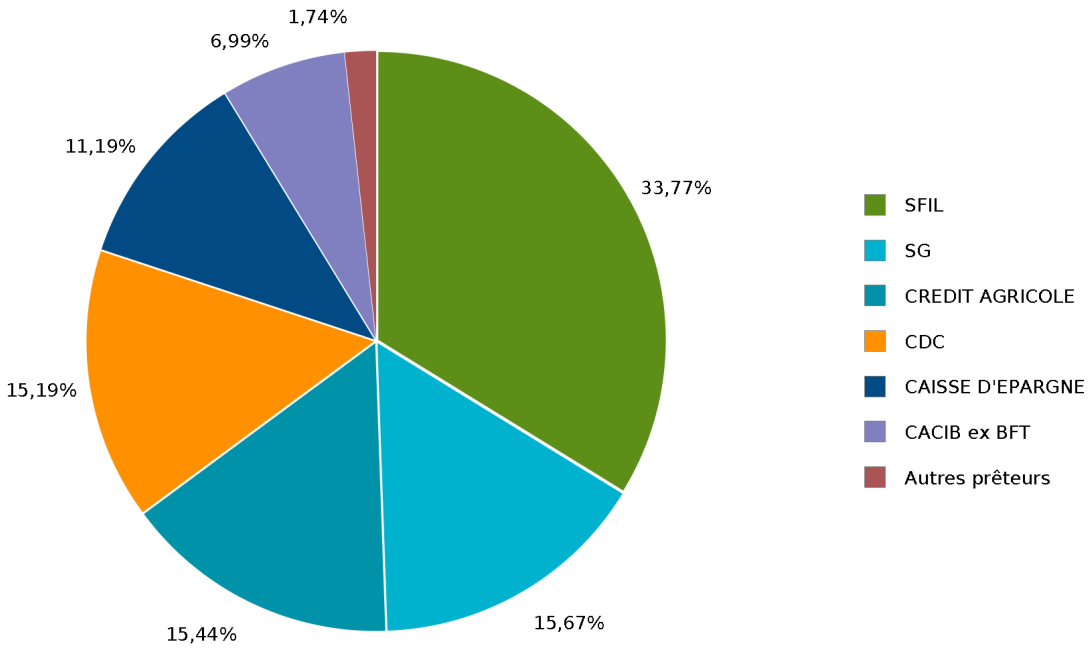
Risque faible *Taille de la bulle = % du CRD*



Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.8. Dette par prêteur

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
SFIL CAFFIL	5 728 623.51 €	33,77 %	
SOCIETE GENERALE	2 658 870.14 €	15,67 %	
CREDIT AGRICOLE	2 619 080.07 €	15,44 %	
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 577 261.27 €	15,19 %	
CAISSE D'EPARGNE	1 897 761.30 €	11,19 %	
CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	1 186 620.00 €	6,99 %	0.00 €
Autres prêteurs	295 933.00 €	1,74 %	
Ensemble des prêteurs	16 964 149.29 €	100,00 %	-



Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.9. Dette par année

**en fonction de l'évolution des taux*

	2026	2027	2028	2029	2030	2035
Encours moyen	16 081 018 €	14 306 613 €	12 574 759 €	10 919 533 €	9 410 348 €	4 801 527 €
Capital payé sur la période	1 751 525 €	1 797 922 €	1 672 075 €	1 576 019 €	1 464 454 €	769 785 €
Intérêts payés sur la période	* 348 857 €	* 296 515 €	* 259 497 €	* 225 182 €	* 193 253 €	* 91 946 €
Taux moyen sur la période	2,03 %	2,00 %	1,99 %	1,97 %	1,95 %	1,82 %

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.10. Les éléments relatifs au personnel

5.4.10.1. Évolution des effectifs

En 2025, les effectifs sont quasiment stables. La collectivité poursuit son effort pour stabiliser sa masse salariale :

- En redéployant les effectifs via des mobilités internes ;
- En mutualisant les ressources entre les directions.

5.4.10.2. Nombre d'agents par catégorie

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Sans catégorie	Total général
2021	30	54	321	8	**413**
2022	29	65	294	7	**395**
2023	24	57	262	5	**348**
2024	25	57	254	8	**344**
2025	23	59	253	7	**342**

5.4.10.3. Nombre d'agents par filière

	Filière administrative	Filière animation	Filière culturelle	Filière médico-sociale	Filière Sécurité (PM)	Filière Sociale	Filière sportive	Filière technique	Sans filière	Total général
2021	92	47	25	12	14	29	1	185	8	**413**
2022	89	46	24	11	9	29	1	179	7	**395**
2023	92	42	24	1	7	13	1	163	5	**348**
2024	94	42	23	1	8	12	1	155	8	**344**
2025	92	40	27	1	7	12	1	155	7	**342**

5.4.10.4. Nombre d'agents par temps de travail

	TC	TNC - DE 28H	TNC 28 H ET +	TEMPS PARTIEL					Total général
				TP 50.00%	TP 60.00%	TP 70.00%	TP 80.00%	TP 90.00%	
2021	314	32	22	2	1	2	39	1	**413**
2022	294	31	19	10	2	0	37	2	**395**
2023	263	28	22	5	1	0	29	0	**348**
2024	262	27	20	4	2	2	26	1	**344**
2025	265	24	13	9	1	2	27	1	**342**

Légende : TNC : agents en temps non complet.

Légende : TP X% : agents en temps plein disposant d'une réduction de temps de travail ; TNC : agents en temps non complet.

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.10.5. Nombre d'agents par statut

	Apprenti	Contractuel	Emplois aidés	Détaché FPT	Stagiaire	Titulaire (FPT)	Service civique	Assistante maternelle-CDI	Titulaire (FPE)	Total général
2021	3	23		2	11	371		2	1	**413**
2022	3	22		1	12	356	1			**395**
2023	2	18			10	318				**348**
2024	3	20	1		11	309	1			**344**
2025	3	23			23	293				**342**

5.4.10.6. Régime indemnitaire

	TOTAL RI mensuel	Total prime semestrielle	Total RI
2021	1 247 108,00 €	695 563,00 €	1 886 155,00 €
2022	1 285 763,18 €	663 114,89 €	1 948 878,07 €
2023	1 254 074,27 €	655 226,97 €	1 909 301,24 €
2024	1 224 093,43 €	620 041,63 €	1 844 135,06 €
2025	1 250 978,02 €	616 496,30 €	1 867 474,32 €

5.4.10.7. Heures supplémentaires

	Nombre d'heures	Montant
2021	7 138	140 780 €
2022	7 251	149 625 €
2023	8 805	187 663 €
2024	9 865	219 835 €
2025	11 071	243 246 €

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

5.4.10.8. Avantages en nature logement

	Nombre d'agents	TOTAL
2021	11	**19 321 €**
2022	12	**20 277 €**
2023	12	**21 321 €**
2024	12	**21 924 €**
2025	13	**20 921 €**

5.4.10.9. Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

	Nombre d'agents	Nombre de points	Montant
2021	216	31 609	**148 122 €**
2022	214	32 696	**149 488 €**
2023	207	30 614	**142 059 €**
2024	181	29 226	**136 897 €**
2025	178	27 191	**127 425 €**

5.4.10.10.Autres éléments

Départs 2025 :

- Retraites : 14
- Mutations : 5
- Démissions : 2

GVT Prévisionnel : 135 000 €
Hausse de la cotisation CNRACL : 240 000 €

Actions GPEC 2025 :

- Mobilités choisies : 9
- Mobilités contraintes : 1

Formations 2025 :

	NOMBRE D'AGENTS	NOMBRE DE JOURS
CNFPT	215	305
Hors CNFPT	25	95

Envoyé en préfecture le 09/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 060-216004580-20260205-DEL2026_001-DE

Par catégories

	NOMBRE DE JOURS
Catégorie A	24
Catégorie B	81
Catégorie C	295

Par filières

	NOMBRE DE JOURS
Administrative	159
Technique	110
Culturelle	5
Sociale	40
Médico-sociale	10
Sportive	6
Police	33
Animation	37